



**SFCR**  
**PERIODE DE REFERENCE**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**  
**MUTUELLE D'ASSURANCE DES ARMEES**

**ACTIVITES D'ASSURANCE NON-VIE UNIQUEMENT**  
**ET APPLICATION DE LA FORMULE STANDARD POUR LE**  
**CALCUL DE SCR**

<b>A.</b>	<b>ACTIVITÉ ET PERFORMANCE .....</b>	<b>5</b>
A.1	Activité.....	5
A.2	Résultats de souscription .....	7
A.3	Résultats des investissements.....	8
A.4	Résultats des autres activités .....	8
A.5	Autres informations.....	8
<b>B.</b>	<b>SYSTÈME DE GOUVERNANCE .....</b>	<b>9</b>
B.1	Informations générales sur le système de gouvernance .....	9
B.2	Exigences de compétence et d'honorabilité.....	14
B.3	Système de gestion des risques, y compris l'orsa .....	15
B.4	Système de contrôle interne .....	16
B.5	Fonction audit interne .....	17
B.6	Fonction actuariat .....	17
B.7	Sous-traitance .....	17
B.8	Autres informations.....	17
<b>C.</b>	<b>PROFIL DE RISQUE .....</b>	<b>18</b>
C.1	Risque de souscription.....	18
C.2	Risque de marché .....	19
C.3	Risque de crédit.....	20
C.4	Risque de liquidités .....	20
C.5	Risque opérationnel .....	20
C.6	Autres risques importants.....	20
C.7	Autres informations.....	20
<b>D.</b>	<b>VALORISATION.....</b>	<b>21</b>
D.1	Actifs.....	21
D.2	Provisions techniques.....	22
D.3	Autres passifs .....	23
D.4	Méthodes de valorisation alternatives .....	24
D.5	Autres informations.....	24
<b>E.</b>	<b>GESTION DU CAPITAL .....</b>	<b>25</b>
E.1	Fonds propres .....	25
E.1.1	Récapitulatif du passage entre bilan comptable et bilan prudentiel .....	25
E.1.2	Mesures transitoires .....	26
E.1.3	Informations sur les fonds propres.....	26
E.2	SCR et MCR .....	27
E.2.1	SCR .....	27
E.2.2	MCR.....	27
E.3	Taux de couverture.....	28
E.4	Variations entre 2020 et 2021 .....	29

## SYNTHÈSE

---

### **Activité 2021**

Après l'année 2020 qui avait vu se répandre la pandémie Covid-19 à travers le monde, obligeant les populations à s'isoler afin de tenter de réduire la saturation des hôpitaux submergés, 2021 a fait naître l'espoir d'une amélioration sanitaire et économique. Mais des événements comme l'invasion du capitole, le rapport de plus en plus alarmant sur l'évolution du climat, l'échec de la COP21, le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan et bien d'autres encore ont augmenté l'incertitude. De plus, la succession des variants du Covid-19 a assombri le paysage.

Sur le plan sanitaire, l'année 2021 a nécessité à nouveau la mise en place d'un arsenal sanitaire (rappel vaccinal, télétravail, confinement...). En conséquence, la MAA a maintenu son activité en partie à distance avec la continuité de sa gouvernance dans le respect des orientations gouvernementales.

En 2021, malgré un environnement difficile, la MAA a maintenu sa présence et a développé son sociétariat. Malgré les difficultés d'actions des commerciaux en 2021 (déplacements compliqués, confinement, concurrence, etc.), le réseau commercial de la MAA (Allianz/Tégo) a été très efficace. Il a permis un développement du portefeuille de la MAA avec la souscription importante des deux contrats Garantie Accident Vie Entière et Protection Enfants. La sinistralité est bien prise en charge par un programme de réassurance très protecteur. L'année 2021 est marqué par une hausse de la sinistralité pour la MAA après une année 2020 de très faible sinistralité. Ainsi la sinistralité 2021 est à un niveau tout à fait satisfaisant. Les charges de fonctionnement sont sous contrôle.

Il en ressort un résultat technique net très satisfaisant de 1 572 K€.

L'année 2021 a été ponctuée par des poussées inflationnistes partout dans le monde. Les marchés de matières premières ont connu leur meilleure année depuis des décennies et les marchés actions ont présenté une performance exceptionnelle en 2021. Début novembre, le CAC 40 a finalement dépassé son record historique des années 2000. En revanche, les marchés obligataires ont eu une année difficile dans un environnement de taux très bas. Au 31 décembre 2021, le portefeuille de la Mutuelle d'Assurance des Armées est valorisé à 26,6 M€ en valeur comptable ; La performance 2021 du portefeuille est de +4,47% portée principalement par les produits actions.

En résumé, l'activité 2021 (basé uniquement en France) est principalement caractérisée par :

- Une prime acquise brute de réassurance de 5 649 K€
- Un résultat technique net de 1 572 K€
- Un résultat financier de 193 K€.

### **Systeme de gouvernance**

Le Conseil d'Administration est assisté de 2 comités pour conduire ses missions : le comité d'audit et des risques et le comité des placements

Gérard DESJARDINS, président du conseil d'administration, et Pascale SENI-LAPP, directeur général, sont les dirigeants effectifs de la MAA.

Le système de gouvernance comprend un système de gestion des risques et de contrôle interne décrits dans les sections B3 et B4 du présent document.

Conformément à la réglementation Solvabilité 2, l'entreprise a mis en place quatre fonctions clés : gestion des risques, actuarielle, audit interne et vérification de la conformité.

Le président du conseil d'administration, le directeur général et les responsables des fonctions clés répondent aux exigences de compétence et d'honorabilité fixées par la réglementation.

Aucune modification significative du système de gouvernance n'a eu lieu en 2021.

### **Profil de risque**

Le profil de risque de la MAA s'intègre dans un dispositif global de maîtrise des risques en cohérence avec l'appétence fixée par l'AMSB.

Les principaux risques de la MAA sont liés :

- Au risque de souscription : En forte baisse en 2019 à la suite du désengagement du contrat 60-400 GMMA, contrat en coassurance passive dont la MAA est sortie au 31/12/2018. Cependant Il demeure un risque important de la MAA, en légère hausse en 2021 du fait de l'augmentation de son activité et d'une hausse de sinistralité du contrat GAVE.
- Au risque de marché : Il est depuis 2019 le risque principal de la MAA consécutivement à la baisse du risque de souscription. Les deux risques principaux concernent les instruments de taux (risque de taux et risque de spread) auxquels la mutuelle est exposée par ses investissements en OPCVM obligataire et surtout en obligations d'entreprise ; et le risque action en forte hausse en 2021 avec une valorisation en forte hausse à fin 2021 et un choc de la formule standard plus élevé que l'année dernière.

### **Valorisation**

Les actifs et les passifs de la mutuelle ont été valorisés suivant les principes de la réglementation Solvabilité 2 à savoir à leur valeur économique. Les principales différences entre le bilan en normes comptables françaises et le bilan en normes Solvabilité 2 s'expliquent par :

- Les placements évalués en valeur de marché dans le bilan Solvabilité 2 et au coût historique amorti dans les comptes statutaires,
- Les provisions techniques évaluées à leur valeur économique dans le bilan solvabilité 2 contre une vision prudente dans les comptes statutaires,
- Les impôts différés correspondant aux impôts payables ou récupérables aux cours de périodes futures liés aux écarts de valorisation entre la norme solvabilité 2 et les normes comptables/fiscales et au report en avant de déficits fiscaux passés ou de crédit d'impôts non utilisés.

La MAA a fait le choix de ne pas avoir recours aux mesures transitoires.

### **Gestion du Capital**

Au cours de l'exercice 2021, la MAA a respecté en permanence les exigences réglementaires en matière de couverture de son besoin global de solvabilité.

Le capital de solvabilité requis est calculé en appliquant la formule standard.

Ci-dessous les indicateurs de solvabilité de la mutuelle.

<b>SCR</b>	<b>4 073</b>
<b>Fonds Propres Eligibles (intégralement de niveau 1 non restreint)</b>	<b>20 395</b>
<b>Taux de couverture = FP/SCR</b>	<b>500,7%</b>
<b>MCR</b>	<b>3 700</b>
<b>Taux de couverture = FP/MCR</b>	<b>551,2%</b>

Le ratio de couverture du capital de solvabilité requis de la MAA est en baisse. Il reste à un niveau élevé et s'établit à 500,7% au 31 décembre 2021 contre 540,9 % au 31 décembre 2020.

## A. ACTIVITE ET PERFORMANCE

---

### A.1 ACTIVITE

La Mutuelle d'Assurance des Armées (MAA) est une société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, régie par le code des assurances. Elle est spécialisée dans l'assurance individuelle accident et s'adresse à toutes les personnes concourant à la Défense, leurs ayants-droit, de la naissance jusqu'en fin de vie ainsi que toutes les personnes partageant les valeurs de la Mutuelle. Son but : assister l'ensemble des militaires, pompiers, policiers, gendarmes...ou leur famille au travers des valeurs mutualistes qu'elle porte.

La MAA est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située au 61 rue Taitbout - 75436 Paris cedex 09.

Les missions de commissariat aux comptes sont assurées par Mme Nathalie LUTZ de la société Exponens dont le siège social est situé au 20 rue Brunel – 75017 Paris.

La Mutuelle d'Assurance des Armées exerce son activité en France et a obtenu au fil des années les agréments nécessaires pour développer les branches d'activités suivantes :

- Individuelles (agrément et application : 1947)
  - Accidents
  - Maladie
- Collectives (agrément et application : 1986)
  - Incendie et éléments naturels
  - Autres dommages aux biens
  - Responsabilité civile générale

La MAA est membre de la Fédération Française des Assurances, rebaptisée France Assureurs, et adhère au sein de cette Fédération à l'Association des Assureurs Mutualistes (AAM). Depuis de nombreuses années, la MAA est membre à l'association ROAM, organisme qui regroupe l'ensemble des petites et moyennes entreprises de l'assurance.

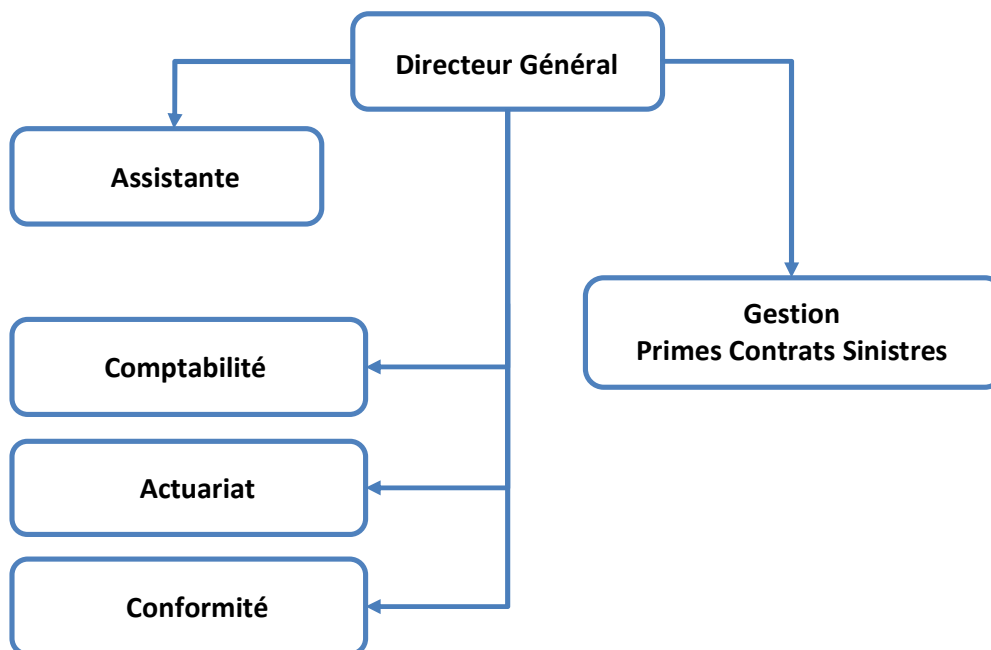
En novembre 2015, la MAA a adhéré à la Fédération Tégo devenue Jonxio. Cette association a l'ambition de construire un partenariat fort entre divers acteurs de la protection sociale des forces de sécurité et de défense être force de propositions, en matière d'évolution, protection et accompagnement social de la communauté.

Les différents contrats détenus en portefeuille par la MAA sont présentés dans les tableaux suivants :

	Vie Entière	Garantie accident de la vie	Protection Accident TEGO	Startego	Melody
<b>Ligne d'Activité</b>	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu
<b>Prime émise 2021</b>	<b>1 661 K€</b>	<b>2 938 K€</b>	<b>81 K€</b>	<b>4 K€</b>	<b>1 K€</b>
<b>Garanties</b>	Incapacité totale accident Incapacité permanente partielle accident Incapacité temporaire totale accident Garantie hospitalière Décès accident	Incapacité permanente par accident Invalidité absolue et définitive accident Incapacité temporaire totale Garantie hospitalière Décès accident	Incapacité permanente par accident Invalidité absolue et définitive accident Incapacité temporaire totale Garantie hospitalière Aménagement du véhicule Aménagement du logement Décès accident	Incapacité permanente par accident Frais d'obsèques Dommage paquetage Vol téléphone portable Décès accident Invalidité absolue et définitive accident	Incapacité permanente accident Invalidité absolue et définitive accident Incapacité temporaire totale accident Décès accident

	Enfant	Réserve	Accident	Cercle et Mess
<b>Ligne d'Activité</b>	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu	Assurance de protection du revenu	Non matériel (1 K€ de prime émise annuelle)
<b>Prime émise 2021</b>	<b>907 K€</b>	<b>35 K€</b>	<b>6 K€</b>	<b>1 K€</b>
<b>Garanties</b>	Incapacité permanente par accident Invalidité absolue et définitive accident Lunettes Orthodontie/dentaire Vol (cartable, papiers...) Indemnités journalières accident/maladie Perte financière Décès accident	Incapacité totale accident Incapacité permanente partielle accident Incapacité temporaire totale accident Décès accident	Incapacité permanente accident Invalidité absolue et définitive accident Garantie hospitalière Arrêt de travail/activité accident Décès Accident	Incendie Dégâts des eaux Vol RC exploitation RC atteinte à l'environnement RC civile objets confiés Transport de fonds Bris de glace Catastrophes naturelles

L'effectif de la mutuelle est de 9 personnes :



La gestion des contrats (primes, adhésions, dénonciations...) est, en fonction des produits, réalisée à la MAA ou sous-traitée à Allianz.

La gestion des sinistres est réalisée à la MAA.

La MAA ne dispose pas de réseau de distribution propre. La naissance de l'association TEGO qui reprend par fusion/absorption le GMPA (partenaire historique de la MAA) et l'AGPM entraîne la disparition du GMPA au 31/12/2019. La MAA a dû mettre en place des nouveaux liens de partenariat avec l'association TEGO pour la distribution de ses produits labélisés. Elle bénéficie d'une distribution possible de ses produits depuis 2020 par le réseau AGPM et le réseau ALLIANZ/TEGO. Ce sont des réseaux « debout » constitués d'une centaine de conseillers, répartis sur l'ensemble du territoire national ayant comme cible les militaires, les pompiers, les policiers...

## A.2 RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

La MAA exerce principalement une activité de prévoyance qui rentre selon la classification Solvabilité II dans la ligne d'activité « Assurance de protection du revenu ». Par ailleurs la MAA exerce son activité exclusivement sur le territoire national.

Le tableau suivant synthétise le résultat de souscription par ligne d'activité (les valeurs sont en K€ comme dans toute la suite du rapport) :

	Assurance de protection du revenu		Variation	
	2 021	2 020	En K€	En %
<b>Primes émises</b>				
Brut – assurance directe	5 635	5 293	341	6,4%
Part des réassureurs	1 575	1 507	67	4,5%
<b>Net</b>	<b>4 060</b>	<b>3 786</b>	<b>274</b>	<b>7,2%</b>
<b>Primes acquises</b>				
Brut – assurance directe	5 649	5 302	347	6,6%
Part des réassureurs	1 579	1 511	68	4,5%
<b>Net</b>	<b>4 070</b>	<b>3 791</b>	<b>280</b>	<b>7,4%</b>
<b>Charge des sinistres</b>				
Brut – assurance directe	1 133	996	137	13,7%
Part des réassureurs	313	274	39	14,3%
<b>Net</b>	<b>820</b>	<b>722</b>	<b>97</b>	<b>13,5%</b>
<b>Variation des autres provisions techniques</b>				
Brut – assurance directe	212	189	22	11,9%
Part des réassureurs	0	0	0	0,0%
<b>Net</b>	<b>212</b>	<b>189</b>	<b>22</b>	<b>11,9%</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 675</b>	<b>1 823</b>	<b>-148</b>	<b>-8,1%</b>
<b>Solde de souscription non-vie</b>	<b>1 364</b>	<b>1 057</b>	<b>308</b>	<b>29,1%</b>

En 2021, grâce à ses produits toujours attractifs, la MAA développe son sociétariat, et son chiffre d'affaires est en hausse de 7,2%

La charge sinistre est en hausse de 12,4% sur la période, sous l'effet naturel de la hausse du chiffre d'affaires mais aussi d'une sinistralité plus importante pour le contrat GAVE.

Les dépenses sont en baisse de 8,1%, résultat de la maîtrise des frais et d'une baisse de la participation aux bénéfices du contrat GAVE.

Le solde de souscription de 1 364 K€ est largement bénéficiaire et en forte hausse de 29,1% par rapport à 2020.

### A.3 RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Le tableau suivant récapitule les revenus des placements de la MAA par grande catégorie d'actif :

Code CIC	Catégories	Valeur nette comptable			Valeur de marché			Revenus			Profit réalisation des placements		
		2021	2020	Δ	2021	2020	Δ	2021	2020	Δ	2021	2020	Δ
2	Obligations d'entreprises	9 907	9 335	6%	10 151	9 680	5%	218	238	-8%	0	0	
3	Actions	298	298	0%	1 411	996	42%	13	12	7%	0	0	
4	Fonds d'investissement	14 118	13 104	8%	15 099	13 643	11%	46	47		4	28	-87%
7	Trésorerie et dépôts	2 307	2 192	5%	2 307	2 192	5%	2	2	-11%	0	0	
9	Immobilisations corporelles	3	3	-2%	2 944	2 944	0%	117	121	-4%	0	0	
<b>TOTAL</b>		<b>26 634</b>	<b>24 931</b>	<b>7%</b>	<b>31 912</b>	<b>29 454</b>	<b>8%</b>	<b>396</b>	<b>421</b>	<b>-6%</b>	<b>4</b>	<b>28</b>	<b>-87%</b>

La gestion toujours prudente de la MAA permet un bon résultat financier : 193 K€.

Le portefeuille financier affiche une performance hors immobilier de 3,45 % en 2021.

### A.4 RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

La MAA est propriétaire d'un immeuble. Il est le siège de son activité et son siège social. Aussi, un loyer théorique est déterminé par un expert approuvé par l'ACPR.

### A.5 AUTRES INFORMATIONS

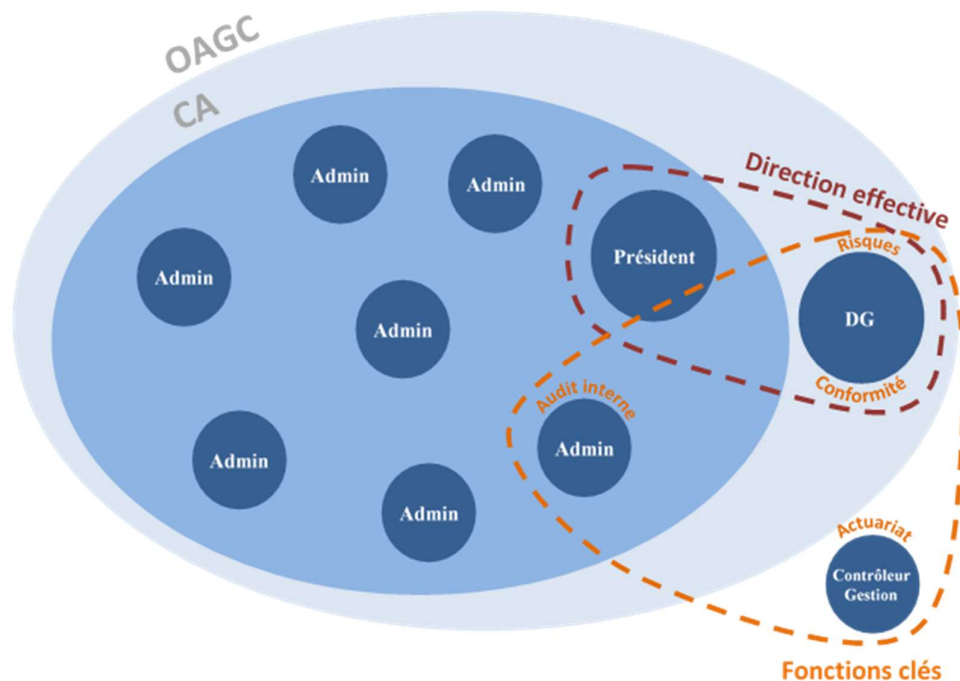
Néant



## B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

### B.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

L'Organe d'Administration de Gestion ou de Contrôle (OAGC) est composé du Conseil d'Administration (9 membres dont le Président, et un représentant du personnel) et de la Direction Générale comme représenté dans le schéma suivant :



Les travaux du Conseil portent notamment sur la stratégie de développement de la mutuelle, le suivi de la gestion des risques par l'ORSA, l'élaboration et la validation de l'ensemble des politiques... Le Conseil s'est réuni 4 fois au cours du dernier exercice et développe une activité soutenue entre les conseils.

Conseil d'administration :

Conformément aux dispositions du code des assurances, les membres du Conseil d'Administration ne sont pas rémunérés pour leur action au sein de la MAA. Un dispositif d'indemnisation est mis en place. Il s'agit d'un défraiement forfaitaire des administrateurs par journée de présence aux réunions du Conseil d'Administration ou aux réunions des Comités.

La mutuelle rembourse également les frais de déplacement ou de restauration des délégués en mission au profit de la MAA et/ou des administrateurs amenés à effectuer des missions extérieures.

Une enveloppe globale est allouée par l'assemblée générale pour l'ensemble des administrateurs et délégués... La mise en place de cette enveloppe ainsi que son renouvellement sont soumis chaque année à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration a alloué au Président du Conseil d'Administration une indemnité mensuelle et le remboursement de ses frais, en conformité avec les statuts de la MAA qui le permettent.

Les modalités du contrat de travail du Directeur Général sont définies par le Conseil d'Administration. Sa rémunération tient compte de la stratégie globale de l'entreprise et de la stratégie de gestion des risques. Le dispositif de rémunération n'encourage pas la prise de risques et est composé d'un salaire fixe et d'une partie variable.

La MAA a mis en place la gouvernance Solvabilité 2. Appliquant le principe de proportionnalité, les deux dirigeants effectifs sont le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général.

Les fonctions clés Gestion des risques et Conformité sont assumées par le Directeur Général.

La fonction clé Audit interne est assumée par le président du comité d'audit et des risques, membre du Conseil d'Administration.

La fonction clé Actuariat est assumée par le contrôleur de gestion.

Les quatre fonctions clés sont présentes à chaque Conseil d'Administration et y rendent compte de leurs travaux et des résultats de leurs missions.

Les missions associées à ces différentes fonctions sont explicitées dans le tableau suivant :

### Direction effective :

<u>Dirigeant effectif</u>	<u>Responsable</u>	<u>Mission</u>
<b>Président</b>	Gérard DESJARDINS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Propose la stratégie</li> <li>- Participe aux prises de décisions opérationnelles importantes : hausse tarifaire, nouveau produit, acquisition nouvelle d'un actif ou cession, mise en place de partenariat...</li> </ul>
<b>Directeur Général</b>	Pascale SENI-LAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Propose la stratégie</li> <li>- Participe aux prises de décisions opérationnelles importantes : hausse tarifaire, nouveau produit, acquisition nouvelle d'un actif ou cession, mise en place de partenariat.....</li> <li>- Met en œuvre les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration</li> <li>- Dirige l'entreprise et l'ensemble des personnels, rend compte de la situation au Conseil d'Administration, soumet toutes propositions.</li> </ul>

### Fonctions clés :

<u>Fonction clé</u>	<u>Responsable</u>	<u>Mission</u>
<b>Gestion des risques</b>	Pascale SENI-LAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Met en œuvre et anime le système de gestion des risques</li> <li>- Maintien et veille du système de gestion des risques</li> <li>- Identifie les risques émergents</li> <li>- Définit, met en place et suit la cartographie des risques.</li> <li>- Pilote les travaux ORSA : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prépare des propositions aux Conseil d'Administration en termes ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ D'hypothèses de Business Plan et de scénarios redoutés</li> <li>○ D'appétence et de tolérance</li> </ul> </li> <li>▪ Suit les indicateurs et les seuils d'alerte</li> <li>▪ Définit et met en œuvre les plans d'actions</li> </ul> </li> <li>- Suit les sous-traitants</li> <li>- Rédige et met à jour la politique de gestion des risques</li> </ul>
<b>Vérification de la conformité</b>	Pascale SENI-LAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veille au respect des dispositions légales, réglementaires, statutaires et déontologiques,</li> <li>- Veille à la sécurisation de la relation client</li> <li>- Assure la veille réglementaire</li> </ul>
<b>Audit interne</b>	Francis LEGOND	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evalue l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et de la gouvernance.</li> <li>- Formalise la politique d'audit interne : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Établit un plan d'audit annuel,</li> <li>▪ Présente un rapport annuel</li> </ul> </li> </ul>
<b>Actuariat</b>	Samuel DE BERNARD	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle la fiabilité des provisions techniques</li> <li>- Donne un avis sur la politique de souscription</li> <li>- Donne un avis sur le plan de réassurance</li> <li>- Contribue à la mise en œuvre du système de gestion des risques : cartographie des risques, qualité des données</li> </ul>

### **Composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2021 :**

**Président :** Général d'Armée (2S) Gérard DESJARDINS  
**Vice-Présidente :** Madame le Général de Brigade Dominique VITTE

#### **Administrateurs :**

Monsieur le Général (2S) Gilles LEMOINE,  
Monsieur le Médecin Général Yann DASSE  
Madame le Contrôleur Général Chantal BACCANINI  
Monsieur le Général (2S) Johann HUART  
Monsieur le Commissaire en Chef (R) de 1ère classe Francis LEGOND  
Monsieur le Colonel de Sapeurs-Pompiers Bernard MOSCODIER  
Monsieur le Colonel (ER) Eric MAINI  
Mademoiselle Océane LANGLET, élue par les salariés

L'attachement de la MAA à la bonne gouvernance s'est traduit par la création de différents comités :

- Comité d'audit et des risques présidé par la fonction clé Audit interne
- Comité des placements
- Comité opérationnel de gestion des risques
- Comité opérationnel de direction

### **Compositions des comités relevant du Conseil d'Administration au 31 décembre 2021 :**

#### **Comité des placements**

Monsieur DESJARDINS  
Madame VITTE  
Madame SENI-LAPP  
Monsieur LANGLET

#### **Comité d'audit**

Monsieur LEGOND  
Monsieur HUART  
Monsieur MAINI  
Madame ABEN  
Monsieur GRANDGENEVRE

#### **Comité des élections**

Monsieur LEGOND

#### **Médecin conseil**

Monsieur DASSE

#### **Référent TRACFIN**

Monsieur HUART

### **Composition des comités opérationnels au 31 décembre 2021 :**

#### **Comité opérationnel de gestion des risques**

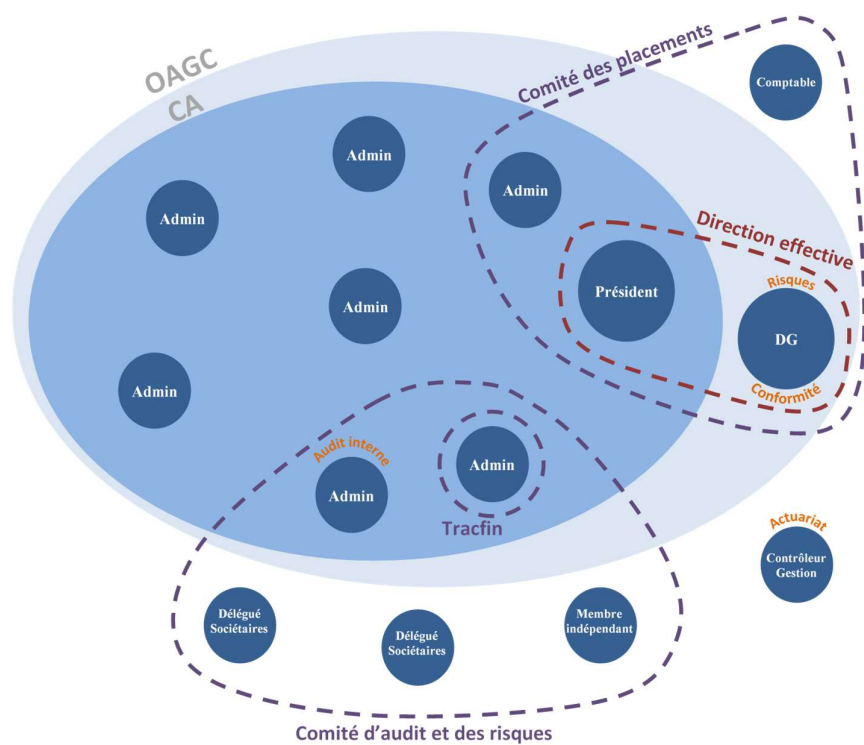
Monsieur DESJARDINS  
Madame SENI-LAPP  
Monsieur LANGLET  
Monsieur DE BERNARD

#### **Comité opérationnel de direction**

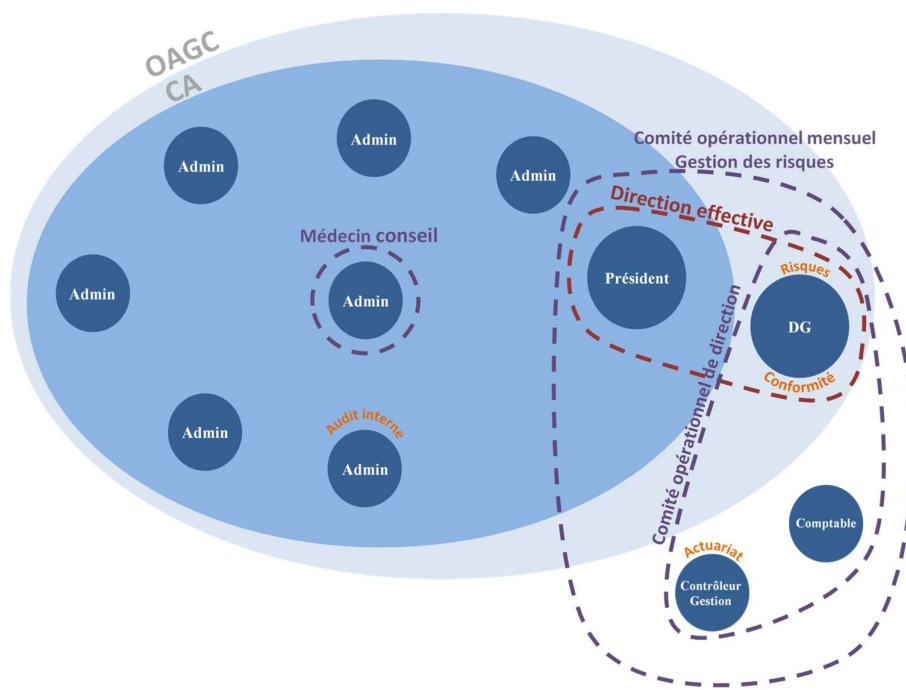
Madame SENI-LAPP  
Monsieur LANGLET  
Monsieur DE BERNARD

La structure de ces comités est détaillée dans les schémas suivants :

### Comités relevant du Conseil d'Administration



### Comités opérationnels



## **B.2 EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ**

Les postes concernés par les exigences de compétence et d'honorabilité sont :

- Les administrateurs
- Les dirigeants effectifs
- Les fonctions clés

A chaque changement de titulaire d'une fonction clé ou d'un dirigeant effectif, un dossier est constitué en vue d'une notification à l'ACPR.

### **L'évaluation de la compétence comporte :**

- Une appréciation des diplômes et des qualifications professionnelles en cohérence avec les enjeux de la mission.
- Une évaluation des connaissances et de l'expérience pertinente dans le secteur de l'assurance ou dans d'autres secteurs financiers ou entreprises. L'évaluation tient compte des différentes tâches qui ont été confiées et, selon le cas, des compétences dans les domaines de l'assurance, de la finance, de la comptabilité, de l'actuariat et de la gestion.
- Des tableaux de suivi des compétences (diplômes, formations, expérience, ...) ont été créés. Ils font l'objet d'une mise à jour annuelle.

La liste minimale d'éléments nécessaires est constituée des éléments suivants : CV ou relevé de carrière, attestation des formations reçues.

Les administrateurs doivent suivre une formation initiale lors de leur entrée en fonction puis une formation continue tout au long de leur mandat. Pour les administrateurs ayant des mandats particuliers (membre d'un comité, fonction clé, ...) il a été mis en place des formations spécialisées en cohérence avec leur fonction.

Les formations sont proposées à l'ensemble des administrateurs qui choisissent selon leur disponibilité et leur besoin l'ordre des apprentissages. La MAA a inscrit l'ensemble des membres du conseil d'administration et des comités à la plateforme de formation digitale ROAM/IFPASS.

Afin de vérifier la compétence des administrateurs, plusieurs procédures sont mises en œuvre :

- Une procédure de vérification de la compétence collective du conseil d'administration qui porte sur les points suivants :
  - Les marchés de l'assurance et les marchés financiers
  - La stratégie de l'entreprise et le modèle économique
  - Le système de gouvernance
  - L'analyse financière et actuarielle
  - Le cadre et les exigences réglementaires
- Une procédure de vérification des compétences individuelles
- Une procédure de vérification des compétences des administrateurs de comités spécialisés basée sur la nature du poste, la formation, les connaissances, les qualifications et l'expérience de la personne.

Les différentes formations proposées aux administrateurs en 2021 sont présentées dans le tableau suivant :

Module	Classement	Domaine
L'opération d'assurance	Compétences générales	Fondamentaux de l'assurance
Assurances contre les risques corporels	Compétences spécifiques à la nature des produits distribués	Assurance vie
Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	Compétences générales	Conformité et droit
Les contrats d'assurance de groupe	Compétences spécifiques à la nature des produits distribués	Assurance vie
Introduction à l'assurance	Compétences générales	Fondamentaux de l'assurance
La minute éco - COVID 2021	Compétences générales	Conformité et droit
Pilotage d'un organisme avec l'ORSA	Compétences générales	Conformité et droit
La e-reputation, un outil indispensable dans la stratégie de communication	Compétences générales	Fondamentaux de l'assurance
Enjeux de la transformation dans le secteur assurantiel	Compétences générales	Fondamentaux de l'assurance
Solvabilité 2	Compétences générales	Conformité et droit

#### Contrôle de l'honorabilité :

Le Conseil d'Administration est doté d'un règlement intérieur et d'une charte signée par les administrateurs et ayant vocation de guide.

Lors de leur entrée en fonction puis annuellement les administrateurs, les dirigeants effectifs et les fonctions clés doivent communiquer un extrait de casier judiciaire. Ils sont tenus de déclarer sur une base continue tout évènement qui pourrait avoir un impact sur leur honorabilité ou être générateur de conflit d'intérêt.

### B.3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ORSA

La gestion des risques vise à identifier, mesurer et maîtriser tous les risques importants, quantifiables ou non quantifiables y compris émergents. La MAA hiérarchise tous les risques et les mesure notamment en fonction de leur poids dans la formule standard pour les risques quantifiables et par des stress tests pour les risques non-quantifiables.

La gestion des risques s'organise avec des acteurs sur 3 lignes de défense :

- La première est celle animée par les opérationnels qui concrétisent un premier niveau de contrôle.
- La deuxième est composée de la direction effective et des trois fonctions clés : gestion des risques, fonction clé actuariat et conformité.
- La troisième est assurée par la fonction clé audit interne et par le Conseil d'Administration (approbation du plan d'audit, examen des rapports d'audit et suivi de la mise en œuvre des recommandations).

#### L'ORSA :

Le processus ORSA (Own Risk and Solvency Assessment ou Évaluation interne des risques et de la solvabilité) est un élément clef dans la validation de la stratégie de la mutuelle. Ses conclusions permettent d'éclairer le conseil d'administration sur l'impact des décisions à prendre concernant la solvabilité prospective de la Mutuelle.

A partir de la stratégie (Business Plan) fixée par le Conseil d'Administration (stratégie conforme à un niveau d'appétence au risque défini par le Conseil), des simulations prospectives sont réalisées afin de mesurer l'impact futur de cette stratégie sur la situation de la mutuelle. Afin de tester la robustesse de la mutuelle, des scénarios d'environnement défavorables sont retenus, par exemple des baisses de marchés financiers.

Dans chacun des scénarios testés, le Besoin Global de Solvabilité (BGS) est mesuré. Il s'agit du besoin de fonds propres nécessaire à la Mutuelle pour mener à bien sa stratégie, en toute sécurité, même en cas d'environnement défavorable. Le suivi du BGS permet d'assurer le respect des engagements pris sur la durée en tenant compte des marges de sécurité nécessaires.

Ainsi, le Conseil d'Administration fixe les hypothèses retenues dans les projections qui sont réalisées. Il apprécie l'adéquation entre les résultats qui lui sont présentés et sa tolérance au risque. Si les résultats font apparaître une

possibilité de dépassement des seuils de tolérance alors le Conseil d'Administration demande que le niveau d'exposition aux risques soit baissé afin de rester à l'intérieur des limites fixées.  
L'ORSA donne lieu à écriture d'un rapport validé par le Conseil d'Administration puis envoyé à l'ACPR.

La production opérationnelle de l'ORSA régulier (évaluation interne des risques et de la solvabilité) est réalisée une fois par an.

Le conseil d'administration de la mutuelle suit régulièrement l'avancement de l'ORSA et s'assure de la bonne réalisation de celui-ci. Le rapport ORSA est soumis à l'approbation du conseil d'administration une fois par an puis transmis à l'ACPR. En 2021, l'ORSA a été validé lors du Conseil d'Administration du 9 décembre 2021 puis a été transmis à l'ACPR.

## **B.4 SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE**

Le dispositif de contrôle interne de la MAA vise à s'assurer de :

- L'application de la stratégie générale et de la réalisation des opérations décidées par le Conseil d'Administration
- La qualité de l'information comptable et financière
- La surveillance et l'évolution des risques
- La conformité aux lois, règlements et normes professionnelles de ces opérations

Compte tenu de la taille de la mutuelle, les principes généraux de séparation des tâches et fonctions ne peuvent s'appliquer strictement. Mais la concentration des responsabilités et des travaux permet un contrôle permanent des opérations de la mutuelle (premier et deuxième niveau).

La MAA s'est dotée d'un comité d'audit et des risques ainsi que d'outils (plan de continuité d'activité, formalisation des politiques, registre des procédures qui sert de support au contrôle interne, cartographie des risques, logiciel métier intégrant des procédures de contrôle). Elle s'est aussi adjointe l'aide de cabinets extérieurs (actuaire, experts-comptables, SS2I...).

Les procédures liées aux risques comptables et financiers font l'objet de travaux de contrôle permanents et ponctuels (quotidien, mensuel, annuel). Un point régulier est réalisé grâce à une série de reportings. La mesure, l'évaluation et le contrôle des placements financiers sont réalisés chaque mois.

Les risques liés aux engagements sont contrôlés (valorisation de l'actif financier, des provisions...). Ils sont cartographiés et font l'objet d'une procédure de suivi. Celle-ci permet de les piloter et de vérifier que la MAA détient des capitaux suffisants. La gestion de la mutuelle fait également l'objet d'un suivi par des tableaux de bord couvrant son activité.

Le programme de contrôle interne 2021 a porté notamment sur :

- Les sinistres
- Les primes
- L'évaluation des contrats
- Le chiffre d'affaires
- Les réclamations
- Les frais généraux
- Le suivi de la valorisation
- La validation des risques majeurs

### **Fonction clé vérification de la conformité :**

La MAA a mis en place une fonction clé vérification de la conformité.

Les objectifs poursuivis par cette fonction sont l'identification des risques de non-conformité, la coordination des contrôles, le pilotage des plans d'action de mise en conformité et d'atténuation du risque. Le périmètre intègre



notamment les thèmes suivants : pratique commerciale, conformité des contrats, protection de la clientèle, protection des données, lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme.

Le processus en cours de mise en place comprend :

- L'établissement d'un référentiel réglementaire dont la veille est assurée
- L'identification et l'évaluation des risques de non-conformité
- L'établissement d'une cartographie des risques
- Un plan de contrôle
- Le pilotage du risque de non-conformité par le comité d'audit

## **B.5 FONCTION AUDIT INTERNE**

La fonction audit interne a la charge d'évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et de la gouvernance.

Elle doit formaliser la politique d'audit interne notamment par l'établissement d'un plan d'audit annuel. Elle présente un rapport annuel relatif notamment à l'audit fiscal, la conformité des contrats, le calcul des provisions, la tarification, l'informatique, les frais...

En 2021, les missions d'audit interne ont porté sur :

- Les sinistres
- La bonne application du dispositif RGPD
- La cybersécurité
- L'IT applicatif

Compte tenu de la taille des équipes et des travaux à réaliser, le comité d'audit a mandaté des auditeurs extérieurs pour certaines de ces missions.

Les résultats des actions d'audit ont été présentés au comité d'audit et des risques, il en ressort qu'aucun dysfonctionnement important ou impactant n'a été relevé en 2021.

## **B.6 FONCTION ACTUARIAT**

La fonction actuarielle a la charge du contrôle de la fiabilité des provisions techniques, elle émet aussi un avis sur le politique de souscription ainsi que sur le plan de réassurance. Les résultats de ces travaux doivent être présentés dans le rapport actuariel.

En 2021, la fonction actuarielle a dû se positionner sur le programme de réassurance et les méthodes de provisionnement.

Enfin elle contribue à la mise en œuvre du système de gestion des risques notamment en ce qui concerne la cartographie des risques et la qualité des données.

Compte tenu de la taille des équipes et des travaux à réaliser, la MAA fait appel à des prestataires extérieurs pour certaines tâches afin de scinder les missions calculatoires et les missions de contrôle.

## **B.7 SOUS-TRAITANCE**

Le principal sous-traitant et partenaire stratégique et historique de la MAA depuis 1986 est la société Allianz anciennement AGF.

Pour rappel Allianz distribue la plus grande part des contrats de la MAA. La gestion des contrats est pour partie et en fonction des produits réalisée à la MAA ou sous-traitée à Allianz.

## **B.8 AUTRES INFORMATIONS**

Néant



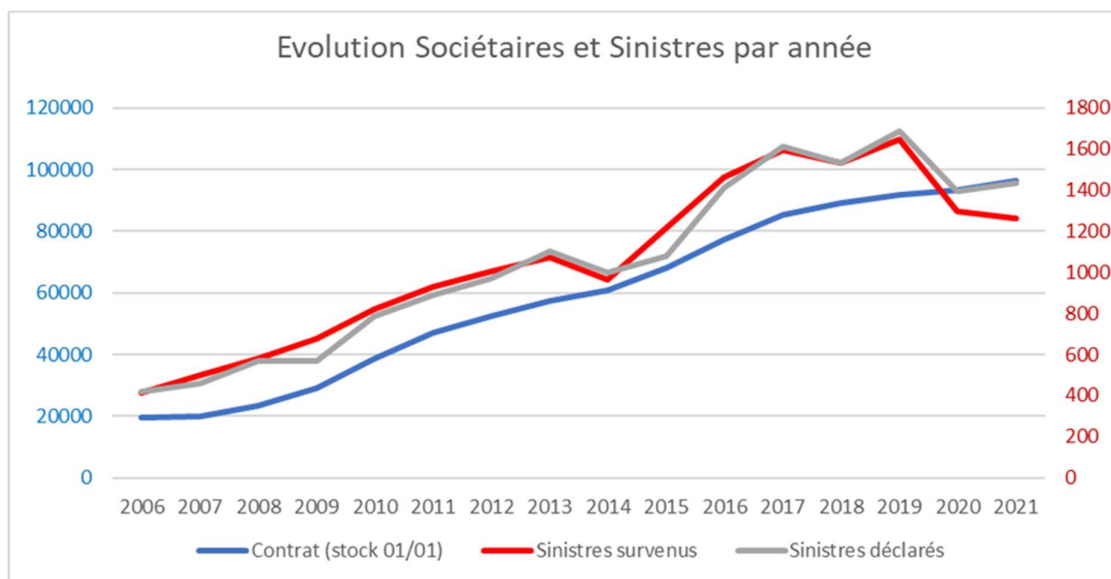
## C. PROFIL DE RISQUE

### C.1 RISQUE DE SOUSCRIPTION

La stratégie de la MAA est basée sur un développement prudent afin de maîtriser la hausse annuelle des garanties accordées et ainsi maintenir un taux de couverture du SCR et un résultat dans les objectifs du Conseil d'Administration.

La MAA a développé son portefeuille d'adhérents pour diversifier ses risques et améliorer la mutualisation. En parallèle un suivi constant de l'évolution de la sinistralité a été mis en place pour réagir en cas de dérive des indicateurs et protéger les engagements pris auprès de ses sociétaires. Compte tenu de la taille de la MAA, le Conseil d'Administration a choisi un programme de réassurance très protecteur. Il est composé de 4 traités de réassurance souscrits auprès de la CCR (caisse centrale de réassurance). Ils permettent de réduire le risque de pointe (XS tête, XS événement) et le risque de masse (Quote-part, Stop-loss).

Les constatations faites sur les 15 dernières années montrent que l'évolution de la sinistralité suit globalement celle du portefeuille, portefeuille en croissance sur toute la période :



Le tableau fait ci-dessous affiche les ratios combinés brut et net de réassurance (rapport de la somme des frais de gestion et du coût des sinistres sur le total des primes encaissés) sur les 5 dernières années :

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ratio combiné Brut</b>	<b>92,09%</b>	<b>85,17%</b>	<b>73,84%</b>	<b>69,74%</b>	<b>66,84%</b>
<b>Ratio combiné Net</b>	<b>92,97%</b>	<b>86,81%</b>	<b>78,56%</b>	<b>75,63%</b>	<b>72,17%</b>

Le ratio combiné de la MAA (rapport de la somme des frais de gestion et du coût des sinistres sur le total des primes encaissés) est en forte amélioration depuis le désengagement du contrat de prévoyance GMPA. En 2020 et 2021, il bénéficie aussi de la reprise des parts de coassurance sur le contrat Enfant ainsi que de l'amélioration des conditions de participation aux bénéfices.

## C.2 RISQUE DE MARCHÉ

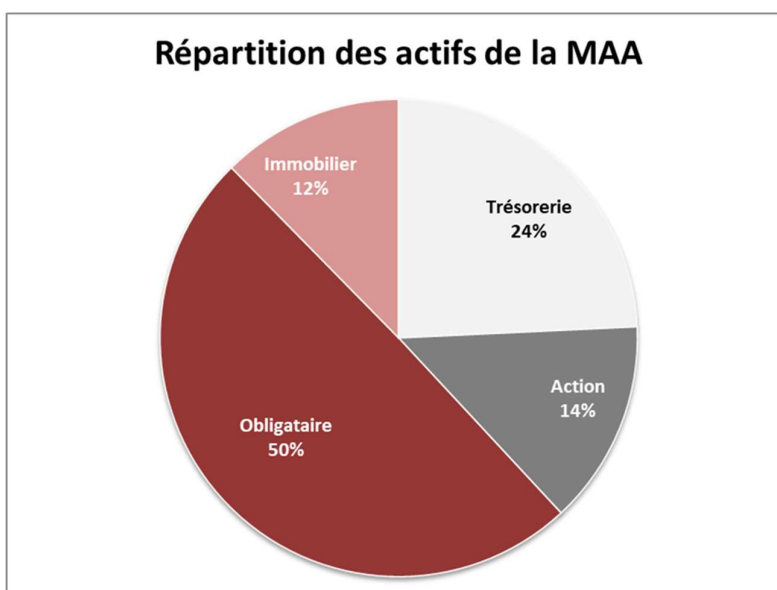
Confirmé chaque année, le Conseil a validé une gestion des placements prudentes reprises dans les règles de la politique d'investissement :

- Un horizon de placements d'une durée maximale de 10 ans
- Un objectif de performance raisonnable : performance positive et stable dans le temps via une politique de gestion simple et intelligible
- Une allocation stratégique cible les grandes proportions de chaque catégorie d'actifs en fonction des contraintes et des objectifs moyen terme de la mutuelle.
- Ne sont autorisés que les investissements libellés en euros
- Les investissements obligataires doivent majoritairement porter sur des émetteurs présentant une notation supérieure ou égale à BBB-
- Des limites spécifiques pour les placements OPCVM sont déterminées : ratio d'emprise, valeur liquidative hebdomadaires, maturité du portefeuille

Un comité des placements étudie le portefeuille et propose des évolutions en fonction des conditions de marché, toute décision d'arbitrage ayant pour conséquence de sortir le portefeuille du cadre de la charte sera soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Le tableau et le schéma suivant détaillent la répartition des actifs de la MAA par catégorie d'actif :

	Valeur de marché (y compris coupon courus)		Répartition %	
	2021	2020	2021	2020
OPCVM monétaires	5 433	5 435	17,0%	18,5%
Obligations taux fixe	10 151	9 680	31,8%	32,9%
OPCVM obligataire	5 661	4 633	17,7%	15,7%
Actions en direct	1 411	996	4,4%	3,4%
OPCVM actions	3 005	2 575	9,4%	8,7%
Immobilier d'exploitation	2 944	2 944	9,2%	10,0%
Fonds immobilier	1 000	1 000	3,1%	3,4%
Comptes à terme	0	965	0,0%	3,3%
Comptes courants et caisses	2 307	1 227	7,2%	4,2%
<b>Total</b>	<b>31 912</b>	<b>29 454</b>		



La MAA n'a pas opéré de modification majeure dans la répartition de ses actifs en 2021. Les comptes à termes ont été clôturés d'où l'augmentation de la part des comptes courants.

On retrouve donc une répartition très semblable à celle de 2020 avec une part importante de l'investissement obligataire et de la trésorerie.

### **C.3 RISQUE DE CREDIT**

La MAA est réassurée auprès de la CCR Re qui bénéficie d'une notation A (notation Standard & Poors).

Les liquidités de la MAA sont principalement déposées sur les comptes bancaires de la BNP qui présente une qualité de crédit jugée très satisfaisante par le marché, la note attribuée par Standard & Poors à la BNP est A+.

### **C.4 RISQUE DE LIQUIDITES**

Dans sa politique d'investissement la MAA a défini la part minimale réservée aux produits monétaires (liquidités à court terme) : 2 000 K€ correspondant aux besoins de trésorerie de la mutuelle sur un an.

Comme le montre le schéma de répartition des actifs de la MAA (voir C2 Risque de marché), la part de trésorerie est largement suffisante et conforme à la politique.

### **C.5 RISQUE OPERATIONNEL**

Après mise en œuvre des dispositifs de maîtrise des risques, la cartographie des risques ne fait pas apparaître de risque opérationnel important ou critique.

### **C.6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS**

Néant

### **C.7 AUTRES INFORMATIONS**

Néant

## D. VALORISATION

### D.1 ACTIFS

Le tableau ci-dessous décrit l'actif en valorisation prudentielle ainsi que la comparaison avec la valorisation dans les comptes statutaires :

	Valeur Solvabilité II	Valeur comptes statutaires
<b>Actifs</b>		
Frais d'acquisition différés		27
Immobilisations incorporelles	0	484
Actifs d'impôts différés	183	0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	2 944	3
<b>Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)</b>	<b>26 661</b>	<b>24 324</b>
Actions	1 411	298
Actions – cotées	1 411	298
Obligations	10 151	9 907
Obligations d'entreprise	10 151	9 907
Organismes de placement collectif	15 099	14 118
<b>Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance</b>	<b>407</b>	<b>586</b>
Santé similaire à la non-vie	407	586
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	1 255	1 255
Autres créances (hors assurance)	18	18
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 307	2 307
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	132	132
<b>Total de l'actif</b>	<b>33 906</b>	<b>29 135</b>

Les colonnes sont définies comme suit :

- Valorisation prudentielle :
  - Valeur de marché pour les titres cotés
  - Valorisation par expert indépendant pour l'immobilier (Immobilisations corporelles pour usage propre)
  - Dernière valorisation connue à la clôture pour le non coté
  - Les obligations intègrent les coupons courus
- Valeur comptable :
  - Pour les obligations : coût historique amorti (y compris surcotes/décotes), y compris coupons courus
  - Pour les immeubles : valeur d'achat nette des amortissements et des provisions
  - Pour les actions et fonds : valeur d'achat

Les principaux écarts découlent du passage en la valeur nette comptable en comptes statutaires à la valeur de marché en valorisation prudentielle.

LA MAA est responsable de la valorisation prudentielle de ses actifs financiers. Le processus de valorisation mis en œuvre par le comptable est sécurisé par un contrôle externe par le cabinet Groupe Forward.

Les principes de valorisation sont les suivants :

- Actions : les valeurs proviennent du site internet Boursorama et la valeur retenue est celle à la clôture du dernier jour de cotation de l'année
- Obligations : les valeurs proviennent du site Profolio géré par notre conseiller Groupe Forward, les valeurs sont fournies par Reuters et la valeur retenue est celle à la clôture du dernier jour de cotation de l'année
- OPCVM : les valeurs proviennent du site internet Europerformance et la valeur retenue est la dernière valeur de liquidation connue au plus proche du 31/12
- Immobilier : les valeurs sont fournies par un expert approuvé par l'ACPR

Dans le cadre de leur mission d'audit, les Commissaires aux Comptes vérifient le process de valorisation ligne à ligne.

ACTIFS	Valeur Solvabilité II		Variation	
	2021	2020	En K€	En %
Actifs d'impôts différés	183	185	-2	-1,0%
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	2 944	2 944	0	0,0%
<b>Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)</b>	<b>26 661</b>	<b>25 284</b>	<b>1 377</b>	<b>5,4%</b>
Actions – cotées	1 411	996	415	41,7%
Obligations d'entreprise	10 151	9 680	471	4,9%
Organismes de placement collectif	15 099	13 643	1 456	10,7%
<b>Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance</b>	<b>407</b>	<b>363</b>	<b>44</b>	<b>12,1%</b>
Santé similaire à la non-vie	407	363	44	12,1%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	1 255	1 219	36	2,9%
Autres créances (hors assurance)	18	67	-49	-73,7%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 307	1 227	1 080	88,1%
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	132	136	-4	-3,0%
<b>Total de l'actif</b>	<b>33 906</b>	<b>31 424</b>	<b>2 482</b>	<b>7,9%</b>

Depuis 2019, à la demande de l'ACPR les actifs d'impôts différés sont affichés à l'actifs dans le bilan prudentiel. Antérieurement on affichait la différence des passifs d'impôts différés et des actifs d'impôts différés au passif du bilan prudentiel.

## D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques sont à valoriser de manière prudente, fiable et objective. Sous le régime Solvabilité II, la valeur des provisions techniques correspond au montant que les entreprises d'assurance et de réassurance devraient payer si elles transféraient sur le champ leurs engagements à une autre entreprise.

La valeur des provisions techniques est égale à la somme de la meilleure estimation des provisions techniques Best Estimate (BE de prime et BE de sinistre) et d'une marge pour risque :

- Le BE de prime correspond à l'estimation des flux de trésorerie relatifs à des événements survenant après la date d'évaluation mais pendant la période de couverture. Cela comprend notamment les primes futures ainsi que les règlements de prestations et de frais liés à ces primes. Les flux de primes pouvant être plus élevés que les flux de prestations et de frais en découlant, le Best Estimate peut alors être négatif.
- Le BE de sinistre correspond aux flux de trésorerie relatifs aux sinistres déjà survenus avant la date d'évaluation. Cela comprend tous les règlements et les frais liés à ces sinistres.
- La marge de risque représente le montant qu'il faudrait rajouter au Best Estimate pour dédommager un éventuel repreneur d'avoir à immobiliser du capital pour supporter les engagements qu'il récupère. La marge de risque est calculée de façon simplifiée en faisant l'hypothèse que les SCR futurs évoluent de la même manière que les BE futurs.

Le tableau suivant détaille la valeur des provisions techniques :

En Milliers d'Euros	2 021				2 020				Variation			
	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Total	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Total	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Total
BE de sinistre	2 569	526			2 246	462			323	64		
BE de primes	269	-120			121	-99			148	-20		
<b>Provision totale non vie</b>	<b>2 838</b>	<b>407</b>	<b>377</b>	<b>2 809</b>	<b>2 368</b>	<b>363</b>	<b>308</b>	<b>2 313</b>	<b>471</b>	<b>44</b>	<b>69</b>	<b>496</b>
<b>Provision totale</b>	<b>2 838</b>	<b>407</b>	<b>377</b>	<b>2 809</b>	<b>2 368</b>	<b>363</b>	<b>308</b>	<b>2 313</b>	<b>471</b>	<b>44</b>	<b>69</b>	<b>496</b>
<b>Provision Nette</b>	<b>2 432</b>	<b>377</b>	<b>2 809</b>	<b>2 005</b>	<b>308</b>	<b>2 313</b>	<b>427</b>	<b>69</b>	<b>496</b>			

Les Best Estimate de sinistre et de prime augmentent en 2021 notamment sous l'effet d'une hausse de sinistralité pour le contrat GAVE.

Les BE de primes sont positifs car ils incluent l'écoulement des provisions d'égalisation des contrats GAVE et Enfants. Au global Les provisions Best Estimate sont en augmentation de 21 % entre 2020 et 2021.

### D.3 AUTRES PASSIFS

Le tableau suivant détaille les autres passifs de la MAA :

PASSIFS	Valeur Solvabilité II		Variation	
	2021	2020	2021	2020
Provisions autres que les provisions techniques	93	98	-5	-4,8%
Passifs d'impôts différés	1 440	1 390	50	3,6%
Dettes envers des établissements de crédit	1	6	-5	-79,8%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	7 593	7 771	-178	-2,3%
Dettes nées d'opérations de réassurance	311	239	72	30,0%
Autres dettes (hors assurance)	848	598	251	41,9%
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	8	11	-3	-27,0%
<b>Total du passif (hors provisions techniques)</b>	<b>10 295</b>	<b>10 113</b>	<b>183</b>	<b>1,8%</b>

Dans les autres postes au passif du bilan la mutuelle a :

- Des dettes liées aux opérations d'assurance (7 593 K€) et de réassurance (311 K€) valorisées à leur montant comptable. Le désengagement du contrat 60-400 GMPA a entraîné un transfert du stock des provisions du contrat générant une dette de 6 829 K€ envers Allianz, apériteur du contrat qui n'a pas encore été réglé au 31/12/2021. La valeur affichée est une valeur plafond de cette dette, des négociations sont en cours afin de la réduire.
- Des dettes de court terme diverses envers l'état et les organismes publiques et des fournisseurs (848 K€) valorisés à leur montant comptable.
- Un impôt différé au passif pour un montant de 1440 K€ et un impôt différé à l'actif pour un montant de 185 K€ :

<b>ID actifs</b>	<b>IDA</b>	<b>183</b>
<b>ID passifs</b>	<b>IDP</b>	<b>1 440</b>
<b>Net :</b>		<b>1 257</b>

Afin de calculer les impôts différés, il est fait l'hypothèse que les profits futurs qui sont imposés correspondent à l'écart entre les fonds propres Solvabilité 1 et les fonds propres Solvabilité 2. Un taux de 26.5 % est alors appliqué sur cette marge future. Ce taux a été retenu par prudence et simplification, en effet la loi finance met en place une baisse progressive de l'impôt sur les sociétés dans les années à venir.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont calculés à chaque différence temporaire entre la situation comptable et la situation fiscale.

#### **D.4 METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES**

Néant

#### **D.5 AUTRES INFORMATIONS**

Néant

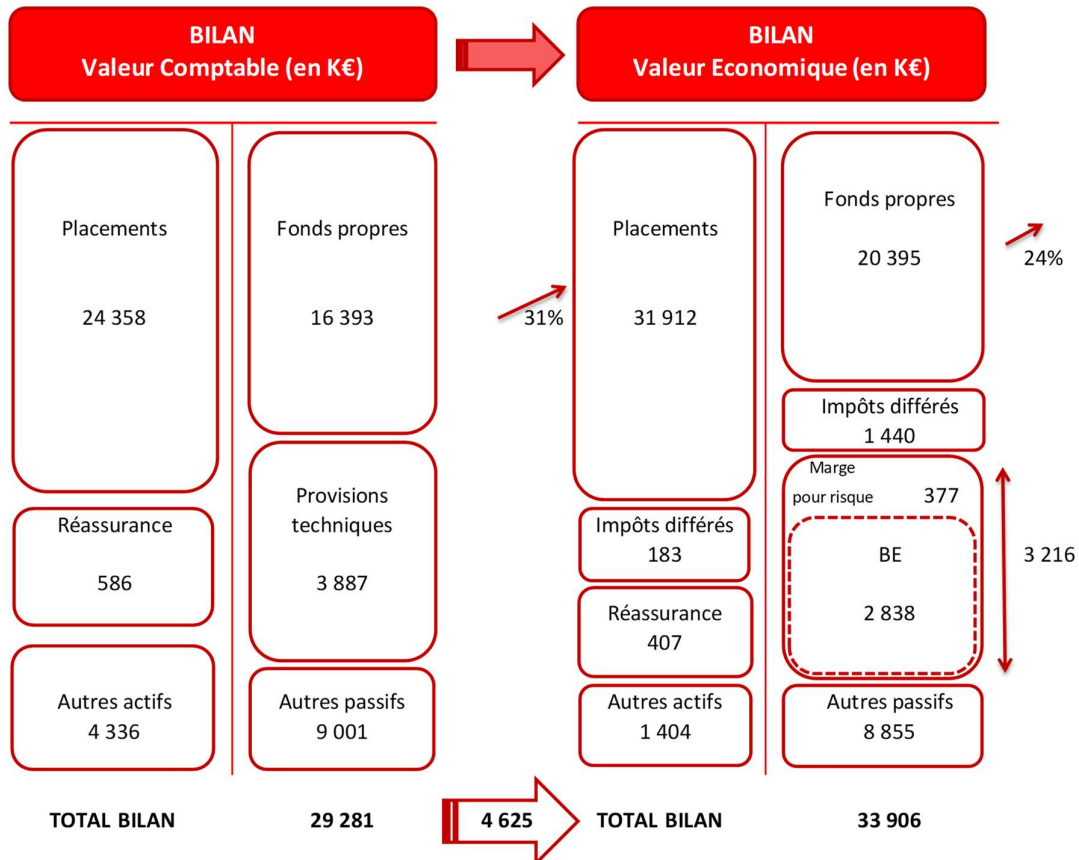


## E. GESTION DU CAPITAL

### E.1 FONDS PROPRES

#### E.1.1 Récapitulatif du passage entre bilan comptable et bilan prudentiel

Le passage du bilan comptable en bilan prudentiel est schématisé comme suit :



Les écarts les plus importants relatifs aux actifs correspondent aux écarts entre la valeur de marché et la valeur comptable.

Les écarts relatifs aux passifs correspondent :

- Aux écarts relatifs aux provisions dont la méthode de calcul prudentielle expliquée en D2 est différente de la méthode comptable
- À la présence des impôts différés



## E.2 SCR ET MCR

### E.2.1 SCR

Le SCR (capital de solvabilité requis) représente le niveau de fonds propres dont l'organisme a besoin pour absorber un choc lié aux risques auxquels il est exposé.

Le SCR est déterminé par la formule standard telle qu'imposée par les textes réglementaires.

Les capitaux de solvabilité requis pour chaque module de risque sont présentés dans le tableau suivant :

	Capital de solvabilité requis brut
Risque de marché	4 213
Risque de défaut de la contrepartie	336
Risque de souscription en santé	1 922
Diversification	-1 310
<b>Capital de solvabilité requis de base</b>	<b>5 161</b>

Capital de solvabilité requis	
Risque opérationnel	169
Capacité d'absorption des impôts différés	-1 257
<b>Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire</b>	<b>4 073</b>
<b>Capital de solvabilité requis</b>	<b>4 073</b>

Le capital de solvabilité requis ou SCR de la MAA s'élève à 4 073 K€ en 2021.

### E.2.2 MCR

Le MCR (capital minimum requis) est une combinaison entre un montant minimal qui dépend de l'activité et un pourcentage du SCR.

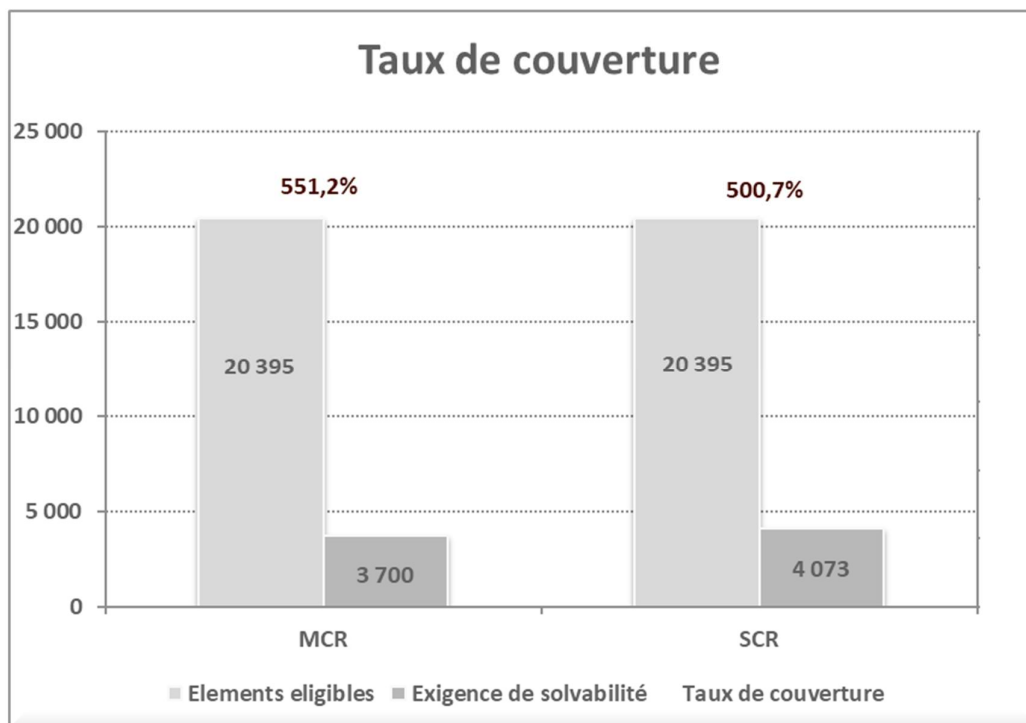
Les principaux éléments du calcul du MCR sont présentés dans le tableau suivant :

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie		
RésultatMCR <sub>NL</sub>	664	
	Meilleure estimation, nettes (de la réassurance)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance de protection du revenu	2 432	4 060

Calcul du MCR global	
MCR linéaire	664
Capital de solvabilité requis	4 073
Plafond du MCR	1 833
Plancher du MCR	1 018
MCR combiné	1 018
Seuil plancher absolu du MCF	3 700
<b>Minimum de capital requis</b>	<b>3 700</b>

Le MCR de la MAA s'élève à 3 700K€, il s'agit du seuil plancher inhérent à son secteur d'activité.

### E.3 TAUX DE COUVERTURE



Fin 2021, le capital de solvabilité requis ou SCR de la MAA s'élève à 4 073 K€ et Le MCR s'élève à 3 700 K€. Les Fonds propres de la MAA s'élevant à 20 395 K€, le taux de couverture du SCR par les fonds propres s'élève à 500,7% et le taux de couverture du MCR par les fonds propres s'élève à 551,2%.

## E.4 VARIATIONS ENTRE 2020 ET 2021

Le tableau suivant présente l'évolution de 2020 à 2021 du SCR, du MCR, des fonds propres et du taux de couverture du SCR et du MCR par les fonds propres :

SCR "Standard" en KEuro	2020	2 021
Risque de marché	3 541	4 213
Risque de contrepartie	455	336
Risque de souscription santé	1 762	1 922
Somme des risques	5 758	6 471
Diversification	-1 266	-1 310
SCR de base	4 492	5 161
SCR Risque opérationnel	159	169
Capacité d'absorption par les impôts différés	-1 205	-1 257
SCR	3 445	4 073
Fonds Propres Eligibles (intégralement de niveau 1 non restreint)	18 635	20 395
Taux de couverture = FP/SCR	540,9%	500,7%
MCR	3 700	3 700
Taux de couverture = FP/MCR	503,7%	551,2%

La hausse du SCR provient essentiellement de la hausse du SCR de marché.

Le SCR de marché est en hausse porté par la hausse du risque sur les actions avec une valorisation en forte hausse à fin 2021 et un choc de la formule standard plus élevé que l'année dernière.

La hausse des fonds propres découle du bon résultat de l'exercice 2021 et de la hausse de la valeur des actifs.

Ainsi, le taux de couverture du SCR par les fonds propres est en baisse de 540,9% en 2020 à 500,7% en 2021 et reste très satisfaisant.

Le MCR est fixé à un seuil minimum lié aux branches d'assurance pratiquées par la MAA. L'augmentation des fonds propres entraîne automatiquement la hausse du taux de couverture du MCR par les fonds propres de 503,7% en 2020 à 551,2% en 2021.

## I. BILAN

ACTIFS	Valeur Solvabilité II	
	2021	2020
Actifs d'impôts différés	183	185
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	2 944	2 944
<b>Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)</b>	<b>26 661</b>	<b>25 284</b>
Actions – cotées	1 411	996
Obligations d'entreprise	10 151	9 680
Organismes de placement collectif	15 099	13 643
<b>Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance</b>	<b>407</b>	<b>363</b>
Santé similaire à la non-vie	407	363
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	1 255	1 219
Autres créances (hors assurance)	18	67
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 307	1 227
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	132	136
<b>Total de l'actif</b>	<b>33 906</b>	<b>31 424</b>

PASSIFS	Valeur Solvabilité II	
	2021	2020
<b>Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)</b>	<b>3 216</b>	<b>2 676</b>
Meilleure estimation	2 838	2 368
Marge de risque	377	308
Provisions autres que les provisions techniques	93	98
Passifs d'impôts différés	1 440	1 390
Dettes envers des établissements de crédit	1	6
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	7 593	7 771
Dettes nées d'opérations de réassurance	311	239
Autres dettes (hors assurance)	848	598
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	8	11
<b>Total du passif</b>	<b>13 511</b>	<b>12 788</b>
<b>Excédent d'actif sur passif</b>	<b>20 395</b>	<b>18 635</b>

## II. ACTIVITÉ

	Assurance de protection du revenu	
	2 021	2 020
<b>Primes émises</b>		
Brut – assurance directe	5 635	5 293
Part des réassureurs	1 575	1 507
<b>Net</b>	<b>4 060</b>	<b>3 786</b>
<b>Primes acquises</b>		
Brut – assurance directe	5 649	5 302
Part des réassureurs	1 579	1 511
<b>Net</b>	<b>4 070</b>	<b>3 791</b>
<b>Charge des sinistres</b>		
Brut – assurance directe	1 133	996
Part des réassureurs	313	274
<b>Net</b>	<b>820</b>	<b>722</b>
<b>Variation des autres provisions techniques</b>		
Brut – assurance directe	212	189
Part des réassureurs	0	0
<b>Net</b>	<b>212</b>	<b>189</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 675</b>	<b>1 823</b>
<b>Solde de souscription non-vie</b>	<b>1 364</b>	<b>1 057</b>

A noter que la MAA exerce son activité exclusivement en France.

### III. PROVISIONS TECHNIQUES

	Assurance de protection du revenu
<b>Meilleure estimation</b>	
<b>Provisions pour primes</b>	
Brut	269
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance	-120
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	389
<b>Provisions pour sinistres</b>	
Brut	2 569
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance	526
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	2 043
<b>Total meilleure estimation – brut</b>	<b>2 838</b>
<b>Total meilleure estimation – net</b>	<b>2 432</b>
<b>Marge de risque</b>	<b>377</b>
<b>Provisions techniques – Total</b>	
Montants recouvrables au titre de la réassurance	407
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance	2 809



## IV. FONDS PROPRES

	Total	Niveau 1 – non restreint
<b>Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35</b>		
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	404	404
Réserve de réconciliation	19 991	19 991
<b>Total fonds propres de base après déductions</b>	<b>20 395</b>	<b>20 395</b>
<b>Fonds propres auxiliaires</b>		

	Total	Niveau 1 – non restreint
<b>Total fonds propres auxiliaires</b>	0	
<b>Fonds propres éligibles et disponibles</b>		
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	20 395	20 395
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	20 395	20 395
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	20 395	20 395
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	20 395	20 395
<b>Capital de solvabilité requis</b>	4 073	
<b>Minimum de capital requis</b>	3 700	
<b>Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis</b>	501%	
<b>Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis</b>	551%	

<b>Réserve de réconciliation</b>		
Excédent d'actif sur passif	20 395	
Autres éléments de fonds propres de base	404	
<b>Réserve de réconciliation</b>	<b>19 991</b>	
<b>Bénéfices attendus</b>		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	389	
<b>Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)</b>	<b>389</b>	

## V. MCR

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie		
RésultatMCR <sub>NL</sub>	664	
	Meilleure estimation, nettes (de la réassurance)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance de protection du revenu	2 432	4 060

Calcul du MCR global	
MCR linéaire	664
Capital de solvabilité requis	4 073
Plafond du MCR	1 833
Plancher du MCR	1 018
MCR combiné	1 018
Seuil plancher absolu du MCF	3 700
<b>Minimum de capital requis</b>	<b>3 700</b>

## VI. TRIANGLES

Sinistres payés bruts (non cumulés)  
(valeur absolue)

		Année de développement										Pour l'année en cours	Somme des années		
		Année	0	1	2	3	4	5	6	7	8			9	10 et+
Antérieur													1	1	
N-9	2012	2 806	825	490	416	193	167	157	7	2	0			0	5 062
N-8	2013	2 398	1 085	464	286	316	216	8	3	0				0	4 776
N-7	2014	2 235	1 469	449	531	268	10	0	11					11	4 972
N-6	2015	2 891	1 080	789	463	12	21	12						12	5 268
N-5	2016	2 218	1 979	798	54	66	0							0	5 115
N-4	2017	1 632	1 337	90	40	17								17	3 116
N-3	2018	2 704	320	83	33									33	3 139
N-2	2019	348	329	115										115	792
N-1	2020	420	237											237	657
N	2021	483												483	483
<b>Total</b>												<b>908</b>	<b>33 380</b>		

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés  
(valeur absolue)

		Année de développement										Fin d'année (données actualisées)		
		Année	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9	10 et+
Antérieur													0	0
N-9	2012							59	0	0	0			0
N-8	2013						38	130	0	0				0
N-7	2014					54	25	164	0					0
N-6	2015				79	70	22	187						167
N-5	2016			216	118	77	89							89
N-4	2017		359	187	125	98								98
N-3	2018	1 091	542	249	185									185
N-2	2019	1 034	327	226										225
N-1	2020	1 317	393											392
N	2021	1 439												1 414
<b>Total</b>												<b>2 569</b>		

## VII. SCR

	Capital de solvabilité requis brut
Risque de marché	4 213
Risque de défaut de la contrepartie	336
Risque de souscription en santé	1 922
Diversification	-1 310
<b>Capital de solvabilité requis de base</b>	<b>5 161</b>

Capital de solvabilité requis	
Risque opérationnel	169
Capacité d'absorption des impôts différés	-1 257
<b>Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire</b>	<b>4 073</b>
<b>Capital de solvabilité requis</b>	<b>4 073</b>